ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

5ème CIRCONSCRIPTION DU MORBIHAN

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

CITOYENNES, CITOYENS,

Le 2 janvier 1956, bien que le Morbihan m'ait donné 14.000 voix de plus qu'en 1951, et que Lorient et sa région aient voté plus que jamais pour moi, j'ai été battu par les apparentements, en même temps que Lorient et la région lorientaise étaient privés de représentant à l'Assemblée Nationale.

Appelé par GUY MOLLET dans son gouvernement j'avais pu heureusement conserver en haut lieu une autorité me permettant une action efficace pour ma ville et la région.

Après deux ans d'existence, l'Assemblée élue le 2 janvier 1956 a sombré dans l'impuissance, par suite de l'instabilité gouvernementale dont elle a été responsable.

Trois gouvernements! **GUY MOLLET — BOURGES-MAUNOURY — FELIX GAILLARD** ont été renversés en un an et toujours de la même façon, par l'addition des voix de droite et des voix communistes.

Les extrèmes ont créé en France la confusion et le désordre politique qui ont failli provoquer des troubles graves.

Je me serais opposé avec mes amis, à un coup de force, parce que Républicain et Démocrate.

Mais le Général de GAULLE, ayant refusé le pouvoir que voulaient lui offrir, par la force, les fascistes d'ALGER et d'ailleurs, et n'acceptant la Présidence du Gouvernement que par les voies légales, dans l'affirmation du respect des libertés, de la démocratie républicaine, j'ai, avec mes amis, approuvé l'attitude de GUY MOLLET, dont la présence auprès de GAULLE a permis à ce dernier **de rétablir l'ordre, en sauvegardant les droits des citoyens et des travailleurs.**

J'ai répondu : OUI, au référendum, parce qu'il était nécessaire de réformer la constitution et que le projet qui nous était proposé, qui a été voté à une énorme majorité est de nature à sauver la démocratie et la République, en fixant nettement les responsabilités dans le domaine exécutif et législatif, laissant en dernier ressort la parole à l'Assemblée issue du suffrage universel ou au peuple, tout en permettant une **stabilité ministérielle**, sans **laquelle rien n'est possible ni à la tête de l'Etat, ni à la tête d'une commune ou d'une affaire privée.**

La constitution votée, il faut maintenant mettre en place les Assemblées et tout d'abord, l'Assemblée Nationale - c'est le but de cette élection.

Le Gouvernement de demain sera fonction de la Composition de l'Assemblée Nationale, et c'est aux députés et aux sénateurs qu'il appartiendra de faire les lois.

C'est pourquoi, plus que jamais, les élections prochaines sont importantes.

L'abstention serait coupable, il faut voter, et voter dès le 1er tour. En vous abstenant vous pouvez éliminer le candidat pour lequel vous désireriez voter au 2ème tour.

Avec mon ami **JOSEPH KERBELLEC, Maire de QUEVEN** comme remplaçant éventuel, je me représente à vos suffrages, dans cette circonscription, avec le nouveau mode de scrutin qui vous permet le choix de l'homme en même temps que celui d'une opinion.

NOTRE PROGRAMME

POUR LES SINISTRÉS ET LES MAL LOGÉS

Mon ami et moi pouvons êtres fiers des résultats obtenus par notre action incessante, action, qu'élu je continuerai avec encore plus d'autorité, avec celle que confère la confiance des électeurs.

Amis Lorientais, souvenez-vous de l'état de votre ville, lorsque je devins maire. Il est, je pense inutile d'énumérer tous les travaux réalisés depuis, et ceux en cours, et dans des conditions exceptionnellement avantageuses sur le plan financier grâce à de fortes subventions.

Je mettrai tout en œuvre, si je suis élu, pour qu'enfin se termine la reconstruction mobilière et immobilière ainsi que la voirie.

Dans le même temps, je continuerai mon effort pour la construction de logements nouveaux : construction individuelle, construction de H.L.M. dans les villes et les bourgs, construction de logements et de bâtiments agricoles dans les fermes.

POUR LES SALARIÉS

Chaque travailleur a droit au travail et à un salaire qui lui permette de vivre et de faire vivre décemment sa famille, qu'il soit du secteur public ou du secteur privé.

Le machinisme ne doit pas créer le chômage et la misère. La science, le progrès doivent bénéficier à tous, créer du bonheur et non de la misère.

TRAVAILLEURS DE L'ARSENAL, j'ai défendu victorieusement le maintien de l'activité de notre établissement maritime : construction neuves, grosses réparations, vous assurent la sécurité de l'emploi.

TRAVAILLEURS du bâtiment, de la voirie, des canalisations, il y a encore du travail, et des crédits sont déjà accordés à la suite d'interventions pressantes que j'ai effectuées.

POUR LES RETRAITÉS, ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES de GUERRE

Ai-je besoin de rappeler que j'ai fait voter les lois du 20 Septembre 1948, du 2 Août 1949 établissant la péréquation des retraites, et sur lesquelles les statuts particuliers (S.N.-C.F., Collectivités locales, Inscrits maritimes, etc) se sont alignés.

Depuis que j'ai été battu en 1956, aucun Parlementaire n'a continué l'action que j'avais entreprise dans ce domaine, et pourtant, il reste encore à faire.

Pour la première fois, le **rapport constant** des pensions de guerre (mutilés, veuves, orphelins, ascendants) des retraites du Combattant, a été respecté lorsque j'étais Sous-Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants.

Ce travail, je suis prêt à le continuer, si je siège à nouveau à l'Assemblée Nationale.

POUR LES VIEUX ET LES VIEILLES

C'est le Gouvernement GUY MOLLET, dont j'étais membre qui a doublé l'allocation aux vieux, encore insuffisante ; qui a augmenté les rentes viagères.

POUR L'ÉGALITÉ ENTRE FRANÇAIS

Les Socialistes veulent un budget social de la Nation qui uniformiserait les charges et les avantages de la Sécurité Sociale, des Allocations Familiales pour tous les Français qu'ils soient salariés ou non, commerçants, artisans, cultivateurs ou des professions libérales.

POUR LES COMMERÇANTS

Les Socialistes, depuis 1953, demandent la suppression de toutes les taxes sur les transactions, ventes au détail, et leur remplacement par une taxe unique, intégrée à la première commercialisation dans le prix des objets, machines ou denrées, ce qui libérerait 1.500.000 commerçants et artisans d'une comptabilité compliquée, d'ennuis permanents avec le fisc et de poursuites qui aigrissent.

Hélas ! toute la Droite s'y est opposée, et les Poujadistes n'ont su que critiquer sans jamais rien proposer.

POUR LES AGRICULTEURS

Nous voulons des conditions de vie qui les mettent au niveau des autres par la construction de chemins, l'électrification, l'adduction d'eau, la modernisation de l'Habitat rural, le remembrement équitable des parcelles et surtout des **prix agricoles** en rapport avec les prix industriels, ainsi qu'une véritable assurance contre les calamités agricoles.

Pour cela, les socialistes ont proposé une **loi-cadre agri-**

cole organisant les marchés et fixant des prix d'objectifs, garantissant les cultivateurs contre les pertes de récoltes, et leur assurant un concours efficace du Crédit Agricole.

Seule, cette loi-cadre pourrait sauver l'**exploitation familiale** nécessaire à la santé économique du pays, en lui permettant de lutter contre les grandes exploitations agricoles qui trouvent des défenseurs dans tous les partis de droite et particulièrement chez ceux qui s'intitulent « **Indépendants Paysans** » sans avoir jamais rien eu de commun avec un paysan !

Le seul Ministre de l'Agriculture qui ait défendu les **exploitations familiales**, c'est-à-dire les **vrais paysans** c'est TANGUY-PRIGENT, Socialiste, alors que les Camille LAURENS, SOURBET, PFLIMLIN n'ont défendu que les betteraviers, les producteurs de blé de la Beauce ou de la Flandre et les herbagers de Normandie.

POUR LES MARINS DU COMMERCE ET DE LA PÊCHE

Il faut augmenter les moyens de crédit maritime pour permettre à nos pêcheurs de s'équiper — moderniser les moyens portuaires — organiser la « chaîne du froid » pour permettre la vente du poisson à longue distance.

Pour les marins, améliorer la loi des pensions des inscrits maritimes, navigateurs ou pêcheurs, par un « accrochage » des pensions aux salaires réels de la Marine de Commerce, par une diminution du nombre des catégories, et la possibilité de naviguer sans perte de pension entre 50 et 55 ans.

POUR L'ILE DE GROIX

Toutes nos îles se dépeuplent en raison du coût élevé des transports par mer ; elles ne seront sauvées qui si les personnes et les marchandises peuvent y accéder dans les mêmes conditions de prix que sur le continent. Il faut pour cela, que les services de bateaux soient pris en charge par la S.N.C.F. avec les mêmes tarifs kilométriques que ceux pratiqués par le Chemin de Fer, ainsi l'égalité sera établie entre Français en ce qui concerne le coût des transports. De ce fait, la vie économique reprendrait et le tourisme se développerait.

POUR LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Avec la fin de la reconstruction et la mécanisation nécessaire de l'Agriculture, des bras deviendront disponibles. Il faut éviter l'exode vers les grands centres, il faut éviter la désertion de la province au profit des villes monstres.

C'est l'intérêt national. C'est pourquoi il faut que l'Etat dirige l'économie du pays aide les industries existantes, organise la décentralisation industrielle en interdisant l'extension ou la création d'industries dans des centres comme la Région Parisienne et le Nord, en l'imposant dans des régions où existent la main-d'œuvre, les moyens de transports routiers, ferroviaires, maritimes et qui, si elles sont éloignées des lieux de productions minières, sont sur les lieux de consommation.

Dans ce but, la Municipalité de LORIENT, met en état et équipe, en accord et avec le concours de la Chambre de Commerce des zônes industrielles à LORIENT.

Dans ce but, nous avons entrepris une action que nous voulons mener à bonne fin.

Il y va de l'avenir de LORIENT, et de sa région, et tout particulièrement des communes voisines.

POUR LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE

La **jeunesse**, c'est la **France de demain**. A l'augmentation de la natalité, doit correspondre l'augmentation des moyens pour l'instruction, la formation professionnelle.

La **République** ne peut être que Laïque, c'est-à-dire neutre à l'égard de toutes les conceptions philosophiques. Elles ne doit ni favoriser, ni brimer aucune religion. **Son école, l'école de la Nation**, pour être accessible à tous doit être également **laïque**, et les crédits nécessaires doivent être mis à sa disposition pour lui permettre de remplir sa mission dans tous les ordres d'enseignement.

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Certains, de bonne foi, d'autres, sur ordre, combattent le Marché commun, l'accusant de tous les maux et tout d'abord de ruiner l'économie française, en raison des prix de revient supérieurs en FRANCE du fait des salaires plus forts et des charges sociales.

Se rendent-il compte que si la situation actuelle persistait ce serait l'asphyxie de l'industrie et de l'agriculture françaises qui ne pourraient, ni l'une ni l'autre exporter, et notre économie privée de devises étrangères ne pourrait importer les matières premières indispensables à notre vie et tout d'abord le pétrole, le cuivre, le coton, etc... Ce serait le **marasme**, le **chômage**, la **misère**.

Or, le **Marché Commun** faisant une obligation aux pays membres d'aligner leurs salaires, leurs charges sociales sur les plus élevés, rétablit des **conditions de production identiques et sauve l'économie française** d'une concurrence mortelle, dans le même temps où le marché s'élargissant, ouvre de nouvelles perspectives pour une réduction des prix de revient.

Ajoutons **l'impossibilité d'une guerre entre pays du Marché Commun.** Certains seraient-ils gênés par cette situation ? pas nous, en tous cas.

POUR LA PAIX

Le but reste l'organisation de la Paix dans le cadre des Nations Unies, par le désarmement contrôlé et simultané.

Sans jamais l'oublier, nous devons, en attendant, être vigilants, conserver nos alliés, sans jamais accepter d'être à la remorque de qui que ce soit. **Il faut toujours dire la vérité, même et surtout à ses amis.**

Que les Nations puissantes donnent l'exemple et prouvent leur volonté de paix, en ne se bornant pas à discuter de la suspension de leurs **expériences atomiques**, mais en arrêtant leurs fabrications, sinon la **FRANCE se refusera à cautionner leur comédie**, et surtout se refusera à arrêter ses propres expériences puisqu'on lui refuse de partager avec elle les résultats qui lui permettraient l'égalité dans le domaine atomique, non seulement en vue de la guerre, mais **aussi en vue des œuvres de paix.**

POUR LA FRANCE D'OUTRE-MER

Nous nous réjouissons de l'attitude adoptée par le Général DE GAULLE à l'égard des territoires d'Outre-Mer. C'est celà que toute la droite nous refusait, et qu'elle a accepté aujourd'hui, **nous nous en félicitons**, car ainsi nous faisons à temps la **Communauté française** en épargnant des larmes et du sang.

En ALGERIE, aussi le climat est changé, de part et d'autre on s'assagit.

DE GAULLE a proposé : le **cessez-le-feu, des élections et la discussion** d'un statut qui reconnaîtrait la **personnalité** algérienne et organiserait une **association étroite de l'ALGERIE et de la FRANCE.**

C'est tout celà que Guy **MOLLET** proposait avec moins de bonheur, avec moins d'écho que DE GAULLE.

Nous approuvons, son discours de Constantine, sa lettre au Général SALAN, sa dernière conférence de presse.

Tout celà a créé une ambiance nouvelle, de tout celà est né un nouvel espoir : celui de voir enfin les rebelles comprendre l'inutilité du combat, **puisque la parole est donnée au peuple Algérien ; quand le bulletin de vote est là, le fusil n'a plus lieu d'être, lorsque l'on se prétend démocrate.**

L'ALGERIE associée étroitement à la FRANCE, c'est la possibilité d'exploiter les **richesses du SAHARA**, en particulier le **pétrole dont dépend l'indépendance économique de la FRANCE, son avenir et celui de l'ALGERIE française.**

CITOYENNES, CITOYENS, CHERS AMIS.

Dimanche 23 Novembre, vous aurez à choisir votre représentant.

Je m'abstiens de critiquer tel ou tel de mes concurrents, vous faisant confiance.

On a beaucoup dit que les Institutions ne valent que par les hommes !

Je crois avoir, depuis toujours donné des preuves d'honnêteté, de loyauté, de dévouement à la chose publique, dans toutes les fonctions qui m'ont été confiées.

Certes, je n'ai pu satisfaire complètement chacun d'entre vous, mais, en conscience, j'ai fait mon possible, et suis prêt à continuer, si vous m'accordez votre confiance.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE LAIQUE ET SOCIALE !

Jean LE COUTALLER

Ancien Député Ancien Ministre
MAIRE DE LORIENT
Officier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance
Croix de Guerre

Suppléant éventuel :

Joseph KERBELLEC
MAIRE DE QUEVEN
Vice-Président du Syndicat d'Adduction d'Eau du Canton de PONT-SCORFF
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre
Chevalier du Mérite Agricole

P. S. — **ENCORE UNE FOIS, VOTEZ DES LE PREMIER TOUR.**
NE MODIFIEZ PAS LE BULLETIN DE VOTE
NE BARREZ RIEN, SINON VOTRE VOTE SERAIT NUL.

Imp. de la Marine, 57 rue du Port - LORIENT